

## TORNATA DEL 7 FEBBRAIO 1852

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

**SOMMARIO.** Omaggio — Seguito della discussione sul bilancio passivo dell'azienda generale di guerra pel 1852 — Discorso del senatore Bava — Risposta del ministro della guerra — Dichiarazioni del senatore Colli combattute dal ministro della guerra — Ordine del giorno motivato del relatore — Adozione del medesimo e di tutte le categorie del bilancio — Discussione e approvazione del bilancio passivo dell'azienda generale d'artiglieria, fortificazioni e fabbriche militari pel 1852.

La seduta è aperta alle ore 2 5/4 pomeridiane.

Il processo verbale dell'ultima tornata è letto ed approvato.

### OMAGGIO.

**PRESIDENTE.** Il signor G. Luvini fa omaggio al Senato di numero 80 copie d'un suo scritto sul telegrafo elettrico.

**SEGUITO DELLA DISCUSSIONE E ADOZIONE DEL BILANCIO DELL'AZIENDA GENERALE DI GUERRA PEL 1852.**

**PRESIDENTE.** Si continua la discussione generale sul bilancio passivo della guerra. La parola è al senatore Bava.

**BAVA.** Messieurs les sénateurs, mon honorable collègue M. le général Franzini vous a démontré victorieusement l'er-

reur que l'on commettrait en privant le bataillon de sa compagnie d'élite, en le réduisant à quatre compagnies seulement, et vous a fait voir que l'on n'improvise pas des tirailleurs. L'illustre maréchal vous a dit, qu'en dépit de prévisions, il ne croyait pas possible une collision prochaine en Europe; et le savant rapporteur de votre Commission vous a signalé ce qu'il serait avantageux de faire pour éviter de trop fortes dépenses au trésor public.

Tous les orateurs éminents que vous avez entendus ont invoqué des économies. Messieurs, je viens soumettre au Sénat quelques considérations qui pourraient peut-être nous faire obtenir ces économies tant désirées, soulager conséquemment nos finances, atténuer le déficit annuel, et mettre un terme à l'accroissement de notre dette publique. Ce résultat je l'espère par l'adoption de l'organisation de l'armée de 1850.

Je regrette de n'être point en cela d'accord avec l'honorable ministre; mais comme j'ai l'intime conviction que ce système est le meilleur sous le double rapport militaire et financier, sauf toutefois quelques légères modifications, je crois remplir un devoir en le soumettant à la décision du Sénat.

Messieurs, lors de la campagne de 1848, on s'est plaint en disant que les cadres des compagnies d'infanterie étaient trop faibles; j'aurais préféré, au contraire, que l'on eût dit et c'eût été beaucoup plus exact que les compagnies étaient trop fortes, car au delà de 150 hommes une compagnie n'est plus maniable. Si cependant on la tient dans des limites raisonnables, point de doute que trois officiers suffisent, puisque ce nombre a suffi dans toutes les mémorables campagnes de l'Empire. Pour obvier à ce défaut supposé des cadres, on les a augmentés démesurément depuis la guerre, on a réduit le régiment, on vous propose dans le budget de réduire le bataillon à quatre compagnies seulement, et on a augmenté de beaucoup le nombre des régiments et des bataillons ce qui augmente naturellement les états-majors et cause à notre pays des frais considérables.

On n'a point suffisamment réfléchi que le nombre des soldats se réduit facilement dans les temps ordinaires, mais que les officiers et sous-officiers continuent, même après la guerre, à peser sur le trésor public et affectent conséquemment notre avenir financier. A ce propos je prie le Sénat de me permettre d'avoir l'honneur d'établir, aussi brièvement que possible, la comparaison entre l'organisation à laquelle l'honorable ministre de la guerre fait allusion dans son budget et celle qui existait en 1847. Les chiffres seront plus éloquents que mes paroles; ils indiqueront mieux ma pensée.

Je me limiterai à ne parler que des armes principales. Dans le budget de l'intendance générale de la guerre, qui est en ce moment sous nos yeux, on voit que l'idée de l'honorable ministre serait de composer l'armée de

20 régiments d'infanterie formant	80 bat.	et 320 comp.
1 corps de bersaglieri formant	10 bat.	et 40 comp.
1 régiment de sapeurs formant	2 bat.	et 10 comp.
9 régiments de cavalerie,		
3 régiments d'artillerie,		

<b>Tot. 34 régiments,</b>	<b>92 bat.</b>	<b>370 comp.</b>
---------------------------	----------------	------------------

En 1847 l'armée possédait

20 régiments d'infanterie formant	60 bat.	et 240 comp.
bersaglieri	1 bat.	et 4 comp.
sapeurs du génie	1 bat.	et 4 comp.
6 régiments de cavalerie,		
1 corps d'artillerie,		

<b>Tot. 27 régiments,</b>	<b>62 bat.</b>	<b>248 comp.</b>
---------------------------	----------------	------------------

Si donc l'idée ministérielle était adoptée, nous posséderions de plus qu'en 1847

7 cadres de régiments,  
30 cadres de bataillons,  
103 cadres de compagnies,

ce qui se traduit approximativement par une augmentation de 800 officiers et de 1800 sous-officiers et caporaux, y compris le sous-lieutenant en plus que l'on a ajouté à chaque compagnie. Mais les cadres des bataillons, des régiments de 1847 sont-ils indispensables? sont-ils seulement nécessaires? Je ne le crois pas: qu'on diminue la force numérique de la compagnie, et le cadre de trois officiers suffira, même en augmentant le nombre des compagnies dans les bataillons, et le nombre des bataillons dans les régiments. Cela

étant, pourquoi ne pas se rapprocher de l'organisation de notre armée de 1830? pourquoi ne point réduire l'infanterie à dix corps que l'on appellerait *brigades*, que l'on pourrait faire commander indifféremment par des colonels ou par des majors généraux? Ces brigades seraient chacune de quatre bataillons de fusiliers, composés de six compagnies, et à chacune on ajouterait un bataillon de *bersaglieri* ou de chasseurs. Par ce seul fait vous diminueriez l'infanterie

De 11 états-majors de régiments,

De 40 états-majors de bataillons,

De 70 cadres de compagnies.

Sans inconvénients et même avec avantage, la cavalerie pourrait être diminuée de

3 états-majors de régiment.

Les sapeurs du génie de

1 état-major de régiment.

Résultat en moins sur le nombre proposé par M. le ministre même, en conservant trois régiments à l'artillerie:

15 états-majors de régiments,

40 états-majors de bataillons,

70 cadres de compagnies.

Le nombre des régiments étant réduit, vous pourriez naturellement réduire les fonctionnaires de l'intendance générale de la guerre, puisqu'ils doivent toujours être en rapport avec le nombre des régiments, et nous réaliserions une immense économie annuelle, tout en évitant de bien grandes dépenses dans l'avenir; car, je vous le rappelle, les soldats se congédient, en général, au terme de leur premier engagement; mais les cadres, il faut les pourvoir jusqu'à extinction.

Peut-être, dira-t-on, que les cadres, ainsi réduits, ne pourraient point recevoir un nombre d'hommes suffisant; mais je réponds que le bataillon, étant de 6 compagnies, et celles-ci chacune de la force de 150 hommes, cela fait:

Pour les 80 bataillons d'infanterie . . . . . 48,000

Pour le bataillon sapeurs du génie . . . . . 900

Pour la cavalerie environ. . . . . 8,000

Pour l'artillerie. . . . . 8,000

Carabiniers royaux et chevaux-légers de Sardaigne à mobiliser durant la guerre. . . . . 2,000

(Je pense que sur quatre mille on peut très-bien en mobiliser deux mille.)

Chasseurs francs . . . . . 800

Proviande et autres services . . . . . 3,800

Total armée active . . . 64,900

Une armée doit avoir une réserve, et je vais vous exposer comment, selon moi, on peut la former à peu de frais.

Il est reconnu qu'avec un système contingentel, on ne peut se passer des commandements de place. Eh bien! partagez le territoire en vingt provinces militaires, et que dans chaque province le cadre en officiers d'un bataillon soit tenu, à époque déterminée, de réunir et d'instruire les soldats de la réserve. Ce que vous dépensez actuellement pour les commandements de place, employez-le à solder les cadres des dits bataillons, que vous pouvez, en ce moment, extraire des nombreux officiers en expectative, auxquels leur paie actuelle serait conservée, sauf à leur donner, plus tard, les émoluments alloués aux provinciaux.

Le major, l'adjutant-major, le fourrier-major et le caporal-major constitueraient l'état-major de la place et du bataillon: ils en assumeraient les obligations et les charges, et conserveraient seuls leurs appointements d'activité.

Ces mêmes cadres peuvent servir à instruire vingt autres

bataillons de la garde nationale, qu'il faudrait par avance réunir quelquefois, et choisir parmi les hommes dont l'âge, l'aptitude physique, et les conditions de famille peuvent, au besoin, en permettre la mobilisation.

Arrive-t-il une guerre? Vos bataillons de gardes nationaux servent à la défense des places fortes, où vous réunirez et ferez exercer les hommes laissés en disponibilité, ainsi que la classe de l'année et celle qui atteint l'âge de vingt ans; vous disposez, en second lieu, de vos bataillons de réserve, qui peuvent s'augmenter successivement, au fur et à mesure que les classes et les recrues laissées dans les places fortes auront reçu l'instruction militaire, tandis que l'armée active sera réunie, en peu de jours, sur un point quelconque, pourvu que le Gouvernement prenne, par anticipation, ses mesures, et établisse, sur les principales directions, des lignes télégraphiques.

Rien ne s'oppose à ce que vous appliquiez à ce système la nouvelle loi sur la levée; il vous donnera des compagnies, des bataillons et des brigades, qui se trouveront dans de justes proportions, et toutes ces fractions de l'armée pourront, en temps de paix, se réduire à volonté, sans jamais devenir homéopathiques, comme cela se voit actuellement.

Avec cela mettez un terme au luxe des états-majors: soyez satisfaits des casernes et des hôpitaux existants; car quand on n'est point riche, il faut, par nécessité, se contenter de l'indispensable; réfléchissons sérieusement, avant d'accepter de nouvelles dépenses; quant à moi, je ne doute pas que nous ne puissions diminuer de plusieurs millions le budget de l'armée sans le moindre inconvénient, et faire qu'en peu de temps le pays n'ait plus à supporter, pour l'entretien de nos forces de terre, que la dépense que cet entretien lui occasionnait en 1847.

Messieurs, quand le Piémont pourra mettre immédiatement dans la balance de son allié soixante mille hommes, et qu'en peu de mois il en présentera cent mille en ligne, soyez certains qu'il fera pencher cette même balance en faveur de ses amis, et fera respecter nos intérêts et notre indépendance.

Imitons les exemples que nous ont légués nos princes illustres: ce n'est pas seulement avec leur brillant courage dans les combats et leur sage politique, mais c'est aussi par l'ordre admirable des finances, c'est en évitant toute dépense supérieure aux ressources de l'Etat, qu'ils ont su faire le bonheur de leur peuple, tenir sur pied une armée redoutable, et traverser glorieusement les époques les plus difficiles de l'histoire.

Messieurs, autant que tout autre, je suis en position d'admirer journellement l'activité et l'énergie que déploie le jeune ministre de la guerre dans la mission difficile que S. M. lui a confiée; mais il me semble que ses tendances sont par trop dispendieuses, qu'elles ne sont nullement en rapport avec nos ressources financières, et je crains qu'elles finissent par indisposer le pays contre cette armée, qui a toutes nos sympathies. Si nous ne prenons point une direction plus économique, ne peut-il pas arriver que la nation l'accuse d'être cause de ses embarras financiers?

Ainsi l'intérêt de l'armée, comme celui du pays, m'avait d'abord conseillé de proposer un ordre du jour qui invitât l'honorable ministre à suspendre toute augmentation dans les cadres, jusqu'après la discussion sur la loi qui doit fixer quelle sera l'organisation de l'armée. Mais je m'abstiens: je ne veux pas créer des difficultés au Gouvernement. J'espère, cependant que l'honorable ministre, faisant son profit de la discussion lumineuse qui a eu lieu, et comprenant quels sont

les inconvénients attachés à la réduction du bataillon, à l'augmentation des cadres, ne persistera pas à suivre la voie dangereuse dans laquelle il paraissait vouloir s'engager plus que jamais.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Io confesso che speravo, che credeva anzi che questa discussione o battaglia parlamentare, come si suole chiamare, avrebbe potuto andare al suo termine senza che mi vedessi obbligato di venire ad un combattimento, come si suol dire anche in linguaggio parlamentare, corpo a corpo coll'illustre generale Bava. Io mi sono adoperato in ogni modo per evitare una simile lotta; ma attaccato così di fronte, non mi è possibile indietreggiare; l'evitare è prudenza, l'indietreggiare è cosa poco onorevole, e le cose poco onorevoli non mi convengono né punto né poco.

Io spero che il Senato sia a quest'ora convinto che le riserve che mi erano imposte dalla Commissione, nell'aderire alle spese del bilancio, non erano tutte suggerite da un pensiero di economia; io spero, dico, ch'esso scorga come sotto questo pensiero, sotto la questione economica si trovi exandio una questione tutta tecnica, tutta militare.

L'onorevole generale Franzini ha già esposto ieri il suo parere relativamente alla soppressione delle compagnie scelte: il generale Bava, senza entrare in questa discussione, ha oggi appoggiate, anzi dichiarato vittoriose le ragioni esposte dal generale Franzini. Io confesso che malgrado questa dichiarazione non reputo ancora come vittoriosi quegli argomenti, come non mi credo neanche vinto sotto quest'aspetto.

L'onorevole generale Bava prese quest'occasione per esporre al Senato un suo piano di ordinamento generale dell'esercito; piano che, a suo modo di vedere, sarebbe assai più economico, e non rovinoso come quello che io propongo e sostengo nel presente bilancio. Io credo che l'esposizione d'un tal sistema sarebbe stata assai più opportuna quando saremmo venuti alla discussione della legge che deve presentarsi dal Ministero in conformità dell'articolo 2 della legge del 7 luglio approbativa del bilancio della guerra per l'esercizio 1851, legge che non mi rifiuto di presentare, ma che dichiarai per ora inopportuna.

La presente discussione giustifica pienamente, a mio avviso, il ritardo che frappongo a tale presentazione. Infatti tutti gli oratori competenti in materia militare, che hanno parlato, il maresciallo Della Torre, i generali Bava, Franzini, Alberto La Marmora e Colli, tutti hanno fatto conoscere un diverso modo di vedere, e parmi difficile che siffatte disparate opinioni si possano, in una organizzazione, combinare insieme in modo soddisfacente. Il ripeto, la discussione di questi tre giorni prova quali difficoltà s'incontrerebbero a discutere ora e mettere in dubbio l'intero ordinamento dell'armata, e quale sarebbe anche l'impressione che una tal discussione potrebbe produrre sulla nazione, ma più particolarmente sull'armata.

Non entro nel merito dell'organizzazione accennata di volo dal generale Bava, poichè, per discuterla minutamente, non basterebbero altri tre giorni, e forse neanche tre mesi, e, premessa la dichiarazione che faccio il massimo caso dei suoi lumi e de' suoi consigli, mi restringo ad osservargli che quell'armata mista di soldati permanenti, di riserve e di guardie nazionali mobili ch'egli propone non diversifica gran fatto da quell'altra armata ch'egli dipinse altra volta con colori poco favorevoli.

Una simile armata, a mio avviso, sarebbe lontana dall'avere quella consistenza, quella forza che il generale Bava si è mostrato più convinto di tutti essere necessaria per resistere ad un'armata egualmente forte e disciplinata.

Io non so veramente capire come si possa nel tempo stesso disapprovare la forza delle compagnie che si avevano nel 1848 (io pure la disapprovo altamente), e poi proporre una riduzione dei reggimenti, e una riduzione delle compagnie, volendo pur conservare 60,000 uomini mobili per entrare in campagna, ed avere all'uopo una riserva forte. Mi pare che abbia detto il generale sino a 100,000 uomini...

**BAVA.** Venti battaglioni.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Ma, per avere un'armata simile, io temo fortemente che noi cadiamo in tutti gl'inconvenienti riconosciuti nell'armata del 1848, che il generale (almeno per la spesa) ha voluto prendere per norma. Io sto per sguainare un'arma degna di combattere col generale Bava; è un libro scritto da lui stesso, e noterò i capi più essenziali di questo libro, per vedere come vengono trattate quelle truppe che non sono sode, che non sono perfettamente disciplinate. Io cito naturalmente i semplici punti più essenziali.

Alla pagina 10 trovo: « Ho creduto dover chiamare l'attenzione su questo primo incontro col nemico, perchè ognuno possa farvi le considerazioni che gli paiono più convenienti e giudicare quanto difficile incarico essere non dovesse quello di condurre truppa, in cui era difetto così visibile dei primi elementi dell'arte militare. »

Passo alla pagina 14: « Questo momento di riposo fu messo a profitto per introdurre un po' di disciplina nelle truppe, e per esercitare le nuove reclute al maneggio dell'arma di cui avevano sommo bisogno. »

Pagina 50. « Questo rinforzo, che all'esercito riusciva soltanto d'impaccio, e poteva anzi essergli di triste esempio (erano dei battaglioni arrivati), era magnificato dai giornali, e la tribuna attribuivagli una grande importanza, esagerandone l'attitudine ed il numero. »

« Laonde, sebbene la forza di ogni battaglione misto fosse di 800 uomini di cui soli 500 piemontesi potevano dirsi soldati, ed anche deboli soldati, perchè tutti tratti dalle classi antiche, e quindi da molti anni dimoranti alle case loro, e disusati all'armi, tuttavia se ne faceva ascendere la forza sino a 36,000 uomini, ivi compresi i battaglioni tutti lombardi. »

Pagina 79. « Avrebbe introdotta la disciplina nell'esercito, che, composto come era di soldati provinciali, trovavasi privo del gran movente che distingue il vero soldato dal contadino armato, il quale, se è capace di uno slancio momentaneo, non lo è parimente di sostenere le lunghe fatiche e i pericoli di una ritirata. Un soldato così fatto vuole vittorie, movimento; il minimo rovescio lo prostra, nè forza umana può impedirne il disordine. »

Pag. 88. « Questa ostinazione era desolante; ma era nel tempo stesso una prova di più come nei rovesci della guerra resti poco a sperare da un sistema militare il quale non porge all'esercito che padri di famiglia. »

In ultimo a pagina 101: « In questo breve racconto dei nostri trionfi e delle nostre sciagure ho fatto conoscere quali sono state le sorgenti del male e le cagioni della nostra disfatta... »

« Affrettiamoci, diceva ancora il generale Bava, ad emendare i vizi che la guerra ci fece scorgere nelle nostre militari istituzioni, e vedremo allora come l'intelligenza ed il valore de' nostri soldati sappiano operare il resto. »

**Finalmente egli conchiudeva:**

Pag. 116. « I nostri battaglioni di riserva che si avvicinano non contano che padri di famiglia, disusati al maneggio delle armi, che credevano non dover mai più riprendere,

sospiranti i loro focolari, e penserosi dell'esistenza della prole che vengono di abbandonare. Questi battaglioni non hanno che dei quadri usati, senza connessione, senza spirito di corpo e privi di qualsiasi azione sui loro subordinati. Ora, sono questi degli elementi di vittoria? Devono questi considerarsi come soccorsi positivi ed imponenti? Queste considerazioni mi fanno emettere l'opinione che l'armata deve prendere una posizione difensiva in attesa che nelle dette masse inerti possa venire introdotto l'ordine, l'istruzione, la disciplina, che soli costituiscono le armate; ed allora solo ci sarà dato di tentare nuove combinazioni senza avventurare di troppo l'avvenire della bella e somma causa che noi qui difendiamo. »

Ora, di queste severe e giuste osservazioni non doveva forse il Ministero fare il caso che meritavano cercando di perfezionare l'armata e di evviare a quei vizi organici e disordini che il generale Bava si saggiamente e coraggiosamente nolava? Io credo che fosse suo dovere di riparare a tali inconvenienti.

**BAVA.** Je demande la parole.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Il generale Bava ritornò sull'armata del 1850.

Io dimenticai ieri di notare tutti i servizi che mancavano a quell'armata; mancava, si può dire, l'artiglieria di campagna; non esistevano i zappatori, i pontonieri ed i bersaglieri; non esisteva il corpo sanitario e neanche la provianda.

Io domando se ad un complesso di truppe a cui manchino siffatti servizi si possa propriamente dare il nome d'armata.

Io terminerò col ripetere quello che credo essenziale e quello che credo il Senato desideri: che non esiterò a fare tutte le economie che saranno possibili mediante ragionate riduzioni, ma che se si vogliono riduzioni che compromettere possano ancora una volta non solo l'esistenza dell'armata, ma anche l'indipendenza del nostro paese, io non ci sottoscriverò giammai.

**LA MARMORA ALBERTO.** L'insistenza, assai naturale del resto, con la quale il signor relatore della Commissione imprese ripetutamente a patrocinare la condizione della nostra armata, quale trovavasi venti e più anni fa, m'indussero ieri a chiedere la parola per sostenere con fatti positivi e palpabili quanto diceva sul tal proposito il signor ministro della guerra.

Siccome però una consimile questione, al pari di varie altre trattate precedentemente, farebbe di bel nuovo deviare la discussione dal quel terreno in cui avrebbe dovuto sempre mantenersi, e siccome io per il primo riconosco l'inconvenienza di progredire più oltre in questa via, mi credo in dovere di dichiarare essere pronto a rinunciare alla parola qualora il Senato giudichi conveniente di troncane ogni discussione, che non entri pienamente nella questione del bilancio, che già da tre giorni sta nel nostro ordine del giorno...

**PRESIDENTE.** Non posso accettare questa rinuncia condizionata, nè posso interrogare il Senato per tener chiusa la discussione, poichè nessuno ha chiesto di porre termine alla medesima. Perciò, o ella rinunci alla parola, ed è nelle sue attribuzioni, o parli.

**LA MARMORA ALBERTO.** Io rinunzio alla parola se gli altri rinunzieranno a trattare questioni estranee a quella del bilancio.

*Voci.* La chiusura!

**LA MARMORA ALBERTO.** Osserverò poi al Senato che un'altra considerazione mi trattiene dallo sviluppo della ma-

teria che imprendeva a trattare, considerazione la quale, credo, verrà altamente apprezzata dal Senato.

Signori, una tomba ieri si è aperta, e forse oggi già si chiuderà sopra un già nostro collega, un membro di questo Consesso, che è stato per molto tempo capo del Ministero della guerra: siccome in quello che mi proponeva di dire doveva forse entrare quanto concerne l'organizzazione dell'armata, nel tempo in cui questo nostro collega la reggeva, il Senato ben capisce che io debbo a me stesso, e il debbo ai miei colleghi, di rinunciare intieramente di trattare questa questione. Dunque pregherei il Senato di fare in modo di attenersi alla questione del bilancio, e non di vagare come abbiamo fatto finora.

**PRESIDENTE.** È ricevuto che nella discussione generale del bilancio si entra ordinariamente in quelle materie più essenziali, le quali formano l'oggetto dell'amministrazione.

Io credo che se il presidente in questo ha usato di una certa larghezza, non ha fatto che seguire quanto costantemente si è usato in questa e nell'altra parte del Parlamento.

Il senatore Colli ha la parola.

**COLLI.** Si M. le général Bava désire prendre la parole avant moi, je suis disposé à la lui céder.

**BAVA.** Messieurs, je crois que la proposition que j'ai eu l'honneur de soumettre au jugement du Sénat, n'était nullement en dehors des usages parlementaires; j'ai appelé votre attention, messieurs, sur la manière de réaliser de grandes économies, je vous en ai signalé le moyen: il me semble qu'en exprimant ma pensée à cet égard je ne suis pas sorti de la question qui fait l'objet de notre discussion. Le Sénat en jugera.

Je réponds maintenant à l'honorable ministre de la guerre: il me paraît que le parallèle qu'il a voulu établir entre l'armée de 1847 et notre armée actuelle de 1852, ne peut être exact; du moins tel qu'il l'a présenté.

En 1847 nous avons joui de la paix depuis un grand nombre d'années, et certains services avaient été négligés dans le but d'épargner nos finances. J'en ai convenu moi-même l'autre jour avec l'honorable ministre. Je reconnais que l'artillerie était grandement négligée, mais cela ne veut pas dire que l'infanterie ne fût pas bonne; au contraire, je persiste à croire qu'elle n'a jamais été aussi belle qu'à cette époque; elle était excellente en ce qui touche à l'instruction, à la discipline et à l'esprit de corps, et c'est ce qui fait que j'ai eu l'honneur de vous proposer la formation de 1830.

M. le ministre me dit: mais comment vous, général, vous avez trouvé à redire dans votre rapport de 1849 à la formation qui existait alors, et aujourd'hui vous venez prôner le système provincial? Je prône le système provincial par nécessité; nous sommes obligés d'y avoir recours parce que nous ne sommes pas assez riches pour avoir une armée permanente respectable.

Mais ce que j'ai voulu dire dans les différents passages de mon livre, qui viennent d'être cités par M. le ministre, c'est que les compagnies étaient de beaucoup trop fortes en 1848; elles se composaient chacune de 240 hommes, et trois officiers ne suffisaient pas pour commander à tant de soldats; ces compagnies n'étaient pas maniables, quoique le bataillon fût trop petit, si l'on détachait une compagnie; en conséquence, il était indispensable de revenir sur un tel ordre de choses. C'est pourquoi j'ai cru devoir proposer un bataillon composé de 6 compagnies et celles-ci plus faibles.

Messieurs, c'est vrai; j'ai dit qu'il fallait modifier cette organisation, mais c'est le travail que nous a présenté M. le ministre à l'occasion de la loi sur la levée. Vous voyez qu'il

ne s'agit plus de faire faire un an de service aux soldats sous les armes, ni de les tenir 15 ans en congé illimité; la Commission a demandé qu'ils restent 5 ans sous les drapeaux; M. le ministre pense que 4 ans doivent suffire. Ce qui était nécessaire c'est la réduction du nombre des hommes qui composent chaque compagnie, afin que trois officiers suffisent; c'est en outre la prolongation du temps de service au corps.

Messieurs, faites ces deux choses, faites que nos soldats restent d'avantage sous les armes, et que, quand ils sont en congé illimité, on les réunisse de temps en temps, comme l'a proposé M. le comte de La Tour, notre honorable maréchal, et vous aurez la certitude de ne pas avoir des apprentis militaires, ni de vieux pères de famille, mais bien de vrais soldats que vous pourrez mettre en ligne et opposer à la mitraille comme des troupes permanentes parce qu'ils n'auront perdu ni l'esprit de corps, ni l'amour du métier.

Maintenant, je demande à M. le ministre s'il accepte ma proposition, de suspendre l'augmentation des cadres dans l'armée jusqu'après la discussion de la loi du 7 juillet 1851.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Se mi permetta il generale Bava, gli replicherò ancora alcune parole. Rispondendo egli al paragone da me fatto fra il suo progetto d'oggi e le sue osservazioni d'altro tempo, è rivenuto sul grave difetto delle compagnie nell'ordinamento del 1848, le quali erano troppo numerose; ora mi sia lecito di notare che quello non era il solo difetto di tal ordinamento; sicuramente era questo capitale, ma ve ne erano ben altri, e fra questi lamentavasi ad esempio che gli ufficiali non conoscessero i propri soldati, che i quadri fossero troppo ristretti, che la durata del servizio fosse troppo breve.

Ma il generale Bava vorrebbe ora correggere quest'ultimo difetto recando la ferma a 4 o 5 anni.

Provi a risolvere il problema, e se vi riuscirà, piegherò il capo. Avere 100 mila uomini da presentare al nemico, far sì che i soldati servano 4 o 5 anni ed averne da mantenere un piccolo numero in tempo di pace, ecco tutto il problema.

Provi il signor generale a risolverlo, e se vi riuscirà tanto meglio. Quanto a me l'ho studiato e l'ho maturato a lungo, e ci penso ancora, direi giorno e notte senza che mi venga fatto di risolverlo in modo tanto soddisfacente come pare pensarlo il signor preopinante; ed è solo dopo d'aver riconosciuto di non poterlo risolvere in altro modo che m'indussi al mio progetto attuale.

Nell'organizzazione dell'armata tal qual era nel 1847, ogni battaglione di deposito (ed io so cosa fossero questi battaglioni essendoci stato un mese e mezzo) si componeva di 4 compagnie, le quali dovevano all'occorrenza diventare 4 battaglioni di riserva. Nell'ordinamento da me ideato, da 4 battaglioni attivi si ricaverebbero solamente 4 compagnie di riserva.

Da ciò si vede quale e quanto sia grande la differenza fra i due sistemi, dacchè prima si traevano 4 battaglioni da 4 compagnie, come già dissi, mentre io vorrei trarre 4 compagnie da 4 battaglioni.

Riconosco che non possiamo nell'attuale nostra posizione staccarci dal sistema contingente, ma mantenendo un tal sistema noi dobbiamo cercare di approssimarlo per quanto sia possibile alla forma permanente.

Il generale Bava mi ha anche rimproverato degli staff maggiori: non so se intenda il corpo dello stato maggiore...

**BAVA.** No; intendo tutti gli ufficiali dei reggimenti, dei battaglioni...

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Ma io domanderò

Allora in qual modo si voglia ottenere lo sviluppo di 100 mila uomini!

Se era già difficile fuora, se era enormemente viziosa l'organizzazione del 1848, allorchè con venti reggimenti si doveva dare un tale sviluppo all'armata, come mai potremo noi darlo con soli 10 reggimenti?

**BAVA.** Dieci brigate.

**LA MARMORA,** ministro della guerra. Ma mi pare che se ne volevano fare dei reggimenti, a meno che si voglia fare come era dell'artiglieria, mettere cioè 40 compagnie in un reggimento; ma in allora si sentiranno gl'inconvenienti che si notavano in quell'arma, inconvenienti che ne motivarono la riforma.

Non bisogna dimenticare una cosa (anche questo vedo che bisogna dirlo) essenzialissima, e più essenziale di tutte. Non è il battaglione su 4 o 6 compagnie, non è la forza delle compagnie che mancasse, è la disciplina, e diciamo pure lo spirito militare, quello che sostiene tutta un'armata, quello spirito militare che ha la forza di far andare le reclute; questo spirito esisteva dopo le guerre dell'impero, ma d'allora in poi è andato decrescendo in un modo veramente deplorabile.

Se avessi a portar qui degli esempi, se vi fossi forzato, il Senato vedrebbe a che punto era arrivato lo spirito militare da noi.

**PRESIDENTE.** Il senatore Colli ha la parola.

**COLLI.** Il generale Bava l'ha pur chiesta.

**BAVA.** Monsieur le ministre me demande comment, au moyen du système que j'ai eu l'honneur de proposer au Sénat, je pourrais présenter cent mille hommes. Je crois m'être clairement expliqué à ce sujet: ce n'est pas instantanément que je réunirais ces cent mille hommes. J'ai dit que l'armée active se composerait de 60 à 64 mille hommes, immédiatement disponibles; au bout de quinze ou vingt jours, on disposerait de 20 bataillons de réserve. Quelques mois suffiraient ensuite pour réunir les deux classes et les hommes en disponibilité qui auraient été appelés et instruits dans les places de guerre que l'on confierait alors aux bataillons de la garde nationale.

Je me limite à cette courte réponse.

**COLLI.** Scopo unico degli oratori che hanno parlato in questa discussione onde appoggiare le conclusioni dell'ufficio centrale si era non di diminuire le spese assegnate al bilancio, ma bensì di non accrescerle ed anzi di dare al ministro della guerra i mezzi coi quali potesse fare parecchie economie.

Egli vi ha detto ieri parlando di quei venti nuovi battaglioni che intende di formare, che essi non costerebbero allo Stato che 1800 lire circa; credo veramente che il signor ministro abbia dimenticato alcuni zeri, poichè è impossibile formare venti battaglioni con 1800 lire.

Il signor ministro sarà con questa nuova formazione obbligato di nominare venti maggiori; questi maggiori o li prenderà fra gli ufficiali in aspettativa, o li prenderà fra i capitani in attività di servizio; ora io domando, sia in un modo, sia in un altro, se questi venti maggiori costeranno solo 1800 lire.

Se egli poi si proporrà di formare i battaglioni con le tre compagnie scelte e colla quarta compagnia di deposito, io gli osserverò che queste compagnie di deposito (le quali per dirlo in passando esistevano senza comparire nel bilancio, ciò che non si può ravvisare come molto regolare), osserverò dico che queste compagnie di deposito constano, credo, di circa 15 uomini ciascuna, e d'uno o due ufficiali; così vi sa-

ranno 40 ufficiali, 20 furieri, molti sergenti da aggiungere, il che non si può fare con 1800 lire.

Probabilmente il signor ministro fa capitale delle economie che egli si propone di fare; egli vi ha parlato ieri di una economia di 1,800,000 lire; questa economia per la somma di 800,000 lire proviene dai reggimenti di linea ed è il risultato di quelle riduzioni che egli già varie volte ci ha presentate, e che ci presentò nell'occasione della discussione sugli affari della Sardegna. In queste riduzioni sono compresi, a quanto credo, gli uomini che sono in congedo provvisorio; questa cosa mi pare meno regolare, poichè si fa un bilancio per conoscere quanti soldati si avranno, e per essere accertati che questi soldati sono presenti sotto le bandiere.

Ma io credo che questa economia di 1,800,000 lire, di cui ha parlato anche ieri il signor ministro, egli non saprà, direi, che esista nelle casse del tesoro; essa esiste applicata ad altri usi. Ora io chieggo se un bilancio fatto in questo modo possa dirsi un bilancio costituzionale.

Il nostro desiderio si è che nelle contingenze in cui ci troviamo non si accrescano le spese della guerra, non si aumenti il personale dei quadri attivi, perchè cosa a questo momento inopportuna. Noi tutti abbiamo cercato di combattere la creazione di questi 20 nuovi battaglioni. Il nostro onorevole collega generale Bava ha chiesto al signor ministro di dichiarare se egli rinunziava a questa creazione. Io credo che il Senato non può in verun modo acconsentirvi, ed io dichiaro per conto mio che non vi acconsentirò certamente.

Poichè ho la parola ne approfitterò per fare alcun cenno, e sarò brevissimo, relativamente alla discussa organizzazione.

Il signor ministro, rispondendo ieri al discorso dell'onorevole maresciallo, ha parlato del soldo che si accordava altre volte ai soldati provinciali in un modo che mi ha fatto conoscere che egli non aveva la benchè menoma idea di quell'organizzazione. Mi dispiace vedere che egli respinga ostinatamente un'organizzazione che ha procurato tanti vantaggi al nostro paese senza conoscerla. I soldati provinciali d'allora avevano un soldo per sempre quando erano a casa; quando erano sotto le bandiere erano pagati come tutti gli altri soldati; e così gli ufficiali.

Il maresciallo proponeva dunque di ristabilire quest'organizzazione. Io non intendo ora di discutere questa questione, ma desidero che prima di respingerla il signor ministro della guerra, il quale può facilmente farlo perchè ne ha tutti gli elementi ne' suoi archivi, si penetri delle regole che reggevano quest'organizzazione.

Del rimanente io credo che a questo momento il punto essenziale è di separare le truppe permanenti dai contingenti, dei quali contingenti il signor ministro ha detto or ora che certamente noi non possiamo far senza.

Adottata questa questione, tutte le altre saranno facilmente discusse, e non è niente impossibile d'aver i soldati che compongono l'armata permanente per 4 anni continui sotto le bandiere, e di avere un numero sufficiente di reggimenti provinciali, i quali portino la nostra forza se non a 100, almeno ad 80 mila uomini in pochissimi giorni.

Quando questi reggimenti provinciali saranno provvisti di ufficiali e sott'ufficiali, le compagnie che saranno formate si potranno radunare qualche volta per esercitarsi; così esse si conosceranno tra loro, e sarà inoltre facilissimo averle sotto le armi.

Il signor ministro ha detto ieri che non si potrebbe colla tenue paga che si dava allora agli ufficiali provinciali avere oggi di quegli ufficiali istrutti.

A questo riguardo non posso assolutamente dividere la sua opinione.

Io sono convinto che noi avremo degli ufficiali molto istruiti e che farebbero molto bene il loro dovere in tempo di guerra: ciò che è accaduto nel principio del 1848 ce lo prova. Molti giovani i quali allora o per accudire ai propri affari, o per godere di maggior indipendenza avevano lasciato il servizio, sono accorsi spontaneamente e con moltissima sollecitudine per difendere la patria in quei momenti.

Ciò che è accaduto allora accadrebbe ancora in Piemonte. L'onore è un sentimento nazionale; egli non appartiene soltanto a chi ha ricevuto un'educazione accurata, ma si trova pure nel cuore del coltivatore e dell'artigiano. La parola onore scuote tutti i Piemontesi e tutti gli abitanti del nostro paese. Io sono persuaso che molti giovani, dopo avere ricevuta la loro educazione negli stabilimenti militari, ed avere servito vari anni nei reggimenti regolari, chiederebbero di passare nei reggimenti provinciali, e che sarebbero all'uopo utilissimi al bisogno del paese.

Conchiudo dunque con dire che io non darò certamente il mio voto favorevole al bilancio se il signor ministro non fa la dichiarazione che il generale Bava gli ha chiesta.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Io ringrazio il senatore Colli di avermi suggerito una molto appropriata frase per rispondergli convenientemente.

Egli mi ha detto che io non avevo la benchè menoma idea sull'organizzazione dei provinciali; mi permetta che al mio turno io dica che egli non ha la benchè minima idea nè dell'amministrazione, nè del modo col quale il bilancio si è fatto.

Io non avrei sicuramente pronunziato una simil frase, ma, essendomi questa stata diretta, io posso ripeterla senza mancare al Senato.

Il senatore Colli errò nel dire che ieri facendo il paragone fra le spese di quest'anno e quelle dell'anno passato io aveva asserito che queste sommarono a mille lire di più; chi ha detto questo è il senatore Colla, non sono io.

**COLLI.** Chieggo la parola.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Si è per rispondere al senatore Colla, il quale osservavami che un aumento di mille lire quantunque tenue non costituiva però una riduzione; che, dato mano ai calcoli fattimi al Ministero, procurai di ristabilire un giusto confronto fra le spese del bilancio presentato nel 1851 e quello del 1852; e mi rammento che il risultato di tal paragone presentava un risparmio di 450,000 lire per la fanteria e 217,000 per i bersaglieri; e se la memoria non mi tradisce credo approssimativamente esatta questa cifra.

Il signor senatore ha ripetuti i suoi dubbi sopra misteriosi storni ed impieghi di fondi; egli manifestò i suoi dubbi sull'esistenza sotto le armi della forza addotta. Egli non vuole assolutamente ammettere che vi possano essere uomini ammalati in licenza, alle carceri, alla reclusione e disertori; in una parola egli non ammette quelli che in linguaggio militare si chiamano assenti e che stabiliscono appunto la differenza fra le truppe presenti e le truppe effettive.

Io credo che in un'armata, per ben organizzata ch'ella sia, vi sia pur sempre una differenza fra la forza effettiva e la presente; e tal è appunto quella da me accennata ieri nel leggere l'ultima situazione compilata al Ministero sulle situazioni parziali pervenute dai corpi. Io ho la ferma convinzione che tali situazioni siano esatte, dacchè non so scorgere motivo per cui abbiano ad essere alterate.

Ora da tale situazione risulta che la fanteria di linea conta

presenti . . . . .	20800
i bersaglieri . . . . .	5095
la cavalleria . . . . .	5306
l'artiglieria . . . . .	580
gli altri corpi . . . . .	8885

Il totale dei presenti somma adunque a . . . . . 41885

uomini, la qual cifra è d'alcunchè inferiore dell'effettivo, imperocchè dalla situazione d'ieri risulta che l'effettivo somma

per la fanteria . . . . .	22859
pei bersaglieri . . . . .	3562
per la cavalleria . . . . .	3735
per l'artiglieria . . . . .	4184
pei corpi speciali . . . . .	10407

Totale . . . . . 46497

Quindi una differenza fra l'effettivo ed i presenti:

per la fanteria . . . . .	2059
pei bersaglieri . . . . .	269
per la cavalleria . . . . .	429
per l'artiglieria . . . . .	555
per gli altri corpi . . . . .	1322

Totale differenza . . . . . 4612

La differenza fra l'effettivo ed i presenti nell'esercito nostro in questo momento sta adunque fra 41,000 e 46,000.

Io non so qual altro sistema si possa adottare, ne in qual altro modo io possa persuadere il senatore Colli che qui non c'è abuso di sorta, non c'è malversazione, come il senatore Colli sembra dubitare.

**COLLI.** Chieggo la parola.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Il senatore preopinante insiste sempre nel dire che non tutti i soldati sono presenti.

Non mi rimane altro che a pregarlo di accompagnare improvvisamente un ispettore in un reggimento qualsiasi ed accertarsi del fatto. L'anno scorso sul dubbio che in un reggimento di fanteria ci fosse qualche abuso sulle licenze (e notisi, sulle licenze solo, locchè poteva recare un danno al Governo di poche lire) io feci partire in posta un ispettore immediatamente per andare a passare una rivista improvvisa da capo a fondo di tutto il reggimento. Quello che ho fatto allora sono pronto a farlo presentemente; ma creda pure il senatore Colli che al di d'oggi non so se esista ancora in Europa un angolo dove simili abusi si commettano. Si dice vi sia un'armata dove ciò accade, ma da noi è impossibile. (Rumori)

Me ne appello al senatore Colla che è così versato nell'amministrazione se questo può accadere.

Io pregherei dunque il senatore Colli, onde prima di portare un'accusa simile egli vi pensi più seriamente. Egli ha ancora parlato delle economie che ho annunziato ieri.

Dove sono andate queste economie, dice il senatore Colli? La risposta è semplicissima: quei denari sono nella cassa delle finanze da dove non sono mai sortiti: domandi a tutti gli amministratori che non sono pochi in questo recinto, vedrà che non poteva sortire un centesimo di queste economie; l'amministrazione è così regolata che non sorte dalle casse che ciò che può regolarmente sortire.

**COLLI.** Io chiedeva solo se vi erano dentro le casse; per questo ne son certo.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Io credo che il senatore Colli...

**COLLI.** La redazione stenografica potrà far ragione di quelle dette o non dette.

**LA MARMORA, ministro della guerra...** Il senatore Colli mi ha fatto un'osservazione circa la compagnia depositi che non figura nel bilancio. La cosa è verissima: il bilancio del 1851 fu fatto in fretta e fu copiato su quello del 1850; ma anche questa non è una grave irregolarità; il bilancio del 1851 non corrispondeva perfettamente nè alle viste, nè alle riduzioni che io intendevo di fare; dimodochè se nel bilancio del 1851 non figurava la compagnia di deposito, si può dire che fu una pura dimenticanza da attribuirsi alla fretta con cui fu compilato.

D'altronde noto che per essere state tali compagnie dimenticate in bilancio, io non era obbligato ad abolirle. Nei limiti delle somme del bilancio io sono convinto che il Governo è in diritto di fare modificazioni di questa sorta all'ordinamento dell'armata, e ripeto che mi pare d'aver abbondato e d'aver dimostrata deferenza al Parlamento introducendo queste modificazioni nel bilancio anzichè farle immediatamente per decreto reale.

Quando saranno stabiliti per legge i quadri gradualì e numerici d'ogni corpo, io mi adatterò a non modificarli (se sarò ancora ministro, altrimenti vi si adatterà un altro); ma finchè questa legge non vi è, io mi stimo in diritto di poter fare quelle modificazioni che credo necessarie. Finalmente vi sarebbe ancora la questione dei reggimenti provinciali; ma prima di trattarla mi permetterà il senatore preopinante che io la studi un po' meglio da non sfigurare tanto al confronto di chi vi si dice profondamente versato.

Frattanto io non posso accettare la sua finale dichiarazione; se avessi voluto accettarla, io sono intimamente persuaso che il bilancio sarebbe stato votato in una mezz'ora il primo giorno; vi sono stati tre giorni di discussione, e questi tre giorni di discussione non intendo che riescano a mio danno; faccia il Senato quello che crede; in seguito al voto del Senato saprò cosa ho da fare; ma intanto persisto nel pensiero d'essere nel diritto di proporre a S. M. quelle modificazioni che non ho proposte finora per semplice riguardo e deferenza al Parlamento.

**PRESIDENTE.** Il senatore Colli ha facoltà di parlare.

**COLLI.** Comincio dal ringraziare il signor ministro del modo gentile col quale ha esordito nella sua replica. Io aveva preso la parola, non per altro che per provare essere impossibile di creare i 20 battaglioni senza creare un aumento di spesa.

Mia intenzione non fu mai di accusare il signor ministro di certe cose che egli ha accennate, e che io non ardirei nemmeno di ripetere in questo recinto, perchè non possono venire nella mente di nessuno; ma bensì intendeva dire che egli aveva fatte delle economie, come ieri ho accennato e che credo di non isbagliare dicendo di nuovo che egli le aveva fatte sommare ad un milione e cinquecentomila lire.

Queste economie, ripeto, erano il risultato di quelle cose alle quali si accennava. Egli ha creduto di poterle fare, e ne ha sicuramente fatto un buon impiego.

Io non vado più oltre su questa materia; ripeto però che sarà sicuramente grave danno per lo Stato il creare questi battaglioni, inentre qualunque sia per essere il risultato della legge organica che si spera, e che non si sa se si potrà ottenere, le nomine che saranno fatte, le somme che si saranno rese necessarie, non potranno sicuramente cessare per gran tempo.

**COLLA, relatore.** Due erano i fini che la Commissione si era proposta nelle sue osservazioni, e nei suggerimenti che aveva creduto di poter dare al signor ministro.

Il primo e principale era quello di assicurarsi che verrebbe dato al nostro paese un ordinamento definitivo dell'esercito, il quale si conciliasse colle attuali condizioni delle finanze, coll'interesse dei cittadini che tutti sono chiamati a contribuire, per ciò che occorre, alle spese dello Stato.

L'altro fine secondario era, che frattanto non si facessero ampliazioni ed aumenti, i quali producessero un dispendio, e fossero più tardi d'impedimento a riforme più ristrette.

La prima questione riguarda l'intero bilancio della guerra, la seconda riguarda unicamente la categoria della fanteria.

La seconda questione è stata ridotta a cosa di molto piccola importanza per le spiegazioni che l'onorevole ministro della guerra ha date ieri in seguito a' miei eccitamenti. Egli ci ha detto, che quantunque non siano compresi nel bilancio del 1851, sul quale la Commissione doveva fondare i suoi computi, esistono tuttavia le 19, credo, compagnie di deposito, le quali servirebbero, secondo lui, alla composizione dei battaglioni che si propone; egli disse in secondo luogo, che invece di disporre di tutti gli attuali tenenti colonnelli in altro modo, locchè importerebbe sicuramente una gravissima spesa a carico dello Stato, egli, dico, si servirebbe di questi tenenti colonnelli per fare da essi comandare un battaglione.

Si fu in seguito a queste spiegazioni che io dissi che l'aumento della spesa si ridurrebbe a 150 o a 160,000 lire in circa, facendone un calcolo all'ingrosso, come si suol dire: ben inteso che vi siano attualmente queste compagnie, ch'egli si valga del tenente colonnello, e non metta i tenenti colonnelli in ritiro per nominare nuovi maggiori.

Quando dunque giungeremo al momento di dare il nostro voto sulla categoria della fanteria, se il signor ministro non contraddice alle cose che ho avuto adesso l'onore di esporre, se egli ammette di poter fare le modificazioni che stima in questo modo, sì che non si accresca menomamente il numero degli ufficiali nè superiori, nè di grado inferiore, il Senato vedrà allora se possa o non possa concedere gli assegni senza alcuna riserva.

Rimane però la prima questione, quella che io credo principalissima, perciocchè la discussione che da tre giorni ebbe luogo in questo recinto, deve aver convinto chicchessia che molto rimane a studiare perchè si trovi quell'ordinamento che veramente conviene alla nostra situazione finanziaria. Questa discussione ha certamente potuto far conoscere al Senato che l'ordinamento ideato dal signor ministro della guerra, buono per molti altri aspetti, non lo è ugualmente per la parte finanziaria, non potendosi da noi sostenere nella situazione delle nostre finanze.

La Commissione ha già detto da principio che ella non intendeva di costringere il signor ministro a presentare una legge organica definitiva piuttosto in un tempo che in un altro; ella riconobbe la gravità de' tempi in cui versiamo, ella si adatta a che il determinare sull'opportunità della presentazione della medesima sia lasciato all'arbitrio ed alla responsabilità del Ministero; ma frattanto preme sommamente, ed è mi pare concesso dallo stesso signor ministro, che il bilancio che oggi si tratta di approvare sia considerato assolutamente anormale, e che in conseguenza si debba da noi aspettare la presentazione di un ordinamento definitivo, il quale potrà essere quello che il signor ministro desidera, potrà essere anche lo stesso che oggi propugna.

Spetterà allora al Senato, al Parlamento di giudicare se

sia provvedimento da adottarsi definitivamente, o se altro se ne debba ad esso sostituire. Ora, per porre fine alla discussione, e perchè le cose rimangano in uno stato tranquillante per tutti, io avrei divisato di proporre al Senato un ordine del giorno al quale non credo che il signor ministro voglia opporsi. Io vorrei dire:

« Il Senato, ritenute le spiegazioni date dal Ministero, e confidando che il Governo proporrà, tostochè opportuno ne sia il tempo, un ordinamento definitivo dell'esercito, il quale si accordi colla presente condizione delle finanze e cogli altri bisogni dello Stato, passa alla discussione delle categorie. »

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Accetto di buon grado l'ordine del giorno conciliativo proposto dal signor relatore; io anzi vado perfettamente d'accordo con la maggior parte delle osservazioni da lui fatte. Siccome però preferisco sempre la franchezza alla via tortuosa, così mi credo in debito di precisare meglio una cosa da me detta, la quale parmi non sia stata compresa dal signor relatore. Parlando egli dei tenenti colonnelli, mi ha invitato a non metterli in ritiro, per nominare maggiori. Egli crede probabilmente che esistano ancora nei reggimenti i tenenti colonnelli: la cosa non è così. I tenenti colonnelli che ho trovato quando venni al Ministero, allorchè il generale Dava, mio predecessore, aveva aboliti i depositi, erano tutti uomini di lungo servizio, i quali si trovavano in una posizione piuttosto di ritiro che di attività, e per conseguenza io, sempre nell'intento di fare economia, finchè i reggimenti trovaronsi costituiti in tre battaglioni, non li rimpiazzai. Ora egli è questi tenenti colonnelli, allora tolti (con profitto per l'erario di tre anni di paga) ch'io vorrei rimpiazzare con dei maggiori. Il reggimento sarebbe comandato o da un colonnello, o da un tenente colonnello, e vi sarebbero quattro maggiori al comando dei quattro battaglioni.

**COLLA, relatore.** (Interrompendo) Senza nuove nomine... che non si faccia aumento.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Non è possibile questo, non posso prenderne l'impegno...

**COLLA, relatore.** Non è impegno formale.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Si persuada il senatore, nessuno più di me vede la necessità, nello stesso tempo di avere un'armata, e di fare economia; e ne può far fede il modo col quale ho agito colla cavalleria, dove ho tolto gli ufficiali superiori che non credevo necessari; questo non è certamente per far della popolarità; ma io credo indispensabile che ogni battaglione di fanteria abbia il suo maggiore. I reggimenti, ripeto, sarebbero comandati da un colonnello o da un tenente colonnello, ed avrebbero quattro maggiori, per provvedere ai quali, naturalmente prenderei per quanto è possibile gli ufficiali in aspettativa, e questo non lo faccio per gli ufficiali superiori soltanto, ma anche per tutti gli altri.

**PRESIDENTE.** Chieggo al senatore Colla se l'ordine del giorno da lui proposto è a nome della Commissione, o a nome proprio, per sapere se debbo farlo appoggiare.

**COLLA, relatore.** Non ho potuto consultarmi coi 14 membri che formano la Commissione, i quali sono qui seduti su diversi scranni, ma l'ordine del giorno è a nome della Sotto-commissione, colla quale mi sono concertato.

**PRESIDENTE.** La Sotto-commissione propone il seguente ordine del giorno. (Vedi sopra)

Chi intende di approvarlo sorga.

(È approvato.)

Si passerà ora alla discussione delle categorie.

(Tutte le categorie componenti il bilancio sono successivamente approvate senza discussione.) (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1091.)

**DISCUSSIONE E APPROVAZIONE DEL BILANCIO PASSIVO DELL'ARTIGLIERIA, FORTIFICAZIONI E FABBRICHE MILITARI PER 1852.**

**PRESIDENTE.** L'ordine del giorno ci chiama anche a discutere il bilancio dell'artiglieria. (Vedi vol. *Documenti*, pagine 1108 e 1112.)

Dichiaro aperta la discussione generale sul bilancio passivo dell'artiglieria, fabbriche e fortificazioni.

Pongo ai voti la chiusura della discussione generale sulla quale niun oratore chiede la parola.

Chi vuol chiudere la discussione generale sorga.

(È approvata.)

(Sono l'una dopo l'altra approvate senza discussione tutte le categorie del bilancio.) (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1108.)

**LA MARMORA ALBERTO.** Io tratterò assai poco il Senato in questa discussione, e prendo la parola per dichiarare soltanto che allorquando saremo per discutere il progetto di bilancio della marina, io desidererei di fare una proposta al signor ministro della marina perchè voglia concertarsi col signor ministro della guerra onde nell'assenso di un corpo idrografico dello Stato si potesse comporre una Commissione di ufficiali di stato maggiore e d'ufficiali di marina, affinchè nel nostro paese possiamo finalmente avere delle carte idrografiche delle nostre coste, le quali sono ora indispensabili.

Abbiamo un lungo tratto delle coste sia continentali, sia dell'isola di Sardegna che è assolutamente sconosciuto. Noi ci troviamo adesso muniti dei lavori eseguiti della triangolazione sia della terraferma, che della Sardegna: abbiamo una quantità di punti fissi ben determinati, e per conseguenza tutto il materiale per fare delle eccellenti carte di costa.

Io non intendo che si facciano dei grandi lavori; ma io credo che sarebbe utile che ogni anno vi fosse una Commissione di due o tre o più ufficiali di stato maggiore, e di due o tre uffiziali di marina, i quali avessero ad occuparsi di questo bisogno, che è più importante di quello che forse si pensa.

**DI PETTINENGO, commissario regio.** Il ministro della guerra si metterà sempre d'accordo con quello della marina per tutto ciò che può tornare utile ai lavori, impiegando gli uffiziali di stato maggiore d'accordo con quelli della marina.

**PRESIDENTE.** Totale delle spese straordinarie lire 1,475,726 50.

Riassunto - Totale generale lire 3,758,665 07.

Pongo in votazione il totale delle categorie del bilancio passivo dell'azienda generale d'artiglieria, fortificazioni e fabbriche militari.

Chi approva sorga.

(È approvato.)

Invito il Senato per la tornata di lunedì a voler intraprendere la discussione del bilancio attivo e passivo del Monte di riscatto di Sardegna, ed al tempo stesso del bilancio, già stato distribuito, relativo al dicastero degli affari esteri e di quello pure che, essendo in pronto, saranno in quel giorno stati distribuiti.

La seduta è levata alle ore 4 e 1/2.